

ESSAI

# Redéfinir la prospérité



sous la direction de  
**Isabelle Cassiers**  
préface de Dominique Méda

 **l'aube**

Extrait de la publication



REDÉFINIR LA PROSPÉRITÉ

La collection *l'Aube poche essai*  
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2011  
et 2013 pour la présente édition  
[www.editionsdelaube.com](http://www.editionsdelaube.com)

ISBN 978-2-8159-0819-1

Isabelle Cassiers

*et alii*

# Redéfinir la prospérité

Jalons pour un débat public

Préface de Dominique Méda

*éditions de l'aube*



## Préface

*Dominique Méda\**

En 2003, la Commission sur le développement soutenable mise en place au Royaume-Uni publiait un rapport intitulé «*Redefining Prosperity*», issu d'une série de travaux qui avaient attiré l'attention sur l'existence d'une « dissonance » entre croissance économique, durabilité environnementale et bien-être humain. C'est dans une perspective analogue que se sont inscrits le groupe de travail mis en place en 2006 à l'initiative d'Isabelle Cassiers et le présent ouvrage qui en est issu. Isabelle Cassiers avait en effet co-dirigé précédemment une réflexion approfondie sur l'État social actif et publié (avec Catherine Delain) un article très apprécié : « La croissance ne fait pas le bonheur », dont elle souhaitait continuer à tirer, de manière collective, tous les enseignements. Pourquoi un tel sujet s'impose-t-il aujourd'hui et avec une telle urgence ? Parce qu'il s'agit rien moins que de prendre (enfin) la mesure des changements intervenus au terme de plusieurs siècles

---

\* Directrice de recherches au Centre d'études de l'emploi, Paris.

des mutations inédites qu'ont connues nos manières d'habiter et de mettre en valeur le monde : une période pendant laquelle l'activité humaine s'est développée en mettant en péril les équilibres naturels et en promouvant un type de comportement désormais impossible à généraliser en dehors de son aire d'origine. Il s'agit aussi de tirer les conséquences du caractère non soutenable, c'est-à-dire au sens propre du terme impossible à conserver sous cette forme, de notre développement économique, de nos comportements, de nos manières d'habiter le monde, des rapports que nous avons instaurés entre nature et culture en Occident. Il s'agit enfin de refonder radicalement ceux-ci. Parce qu'il s'agit rien moins finalement que d'éviter la dégradation des conditions de vie des humains sur terre et qu'il nous faut donc inventer d'autres rapports avec la nature, d'autres modalités d'habitation, d'autres normes de « confort », d'autres manières de « vivre bien ». Cette recherche est aussi ancienne que celle de la sagesse, si nous nous souvenons d'Aristote expliquant dans *la Métaphysique* que tous les hommes recherchent à être heureux et que le bon gouvernement est précisément celui qui permettra de donner aux citoyens cette possibilité. Dans l'idée de « redéfinir la prospérité », il y a donc le projet non seulement d'utiliser de façon radicalement nouvelle un mot depuis longtemps en usage, mais aussi, grâce à l'introduction d'un nouveau sens oublié ou inédit, d'en développer une nouvelle interprétation et ainsi de permettre à l'humanité de se doter de nouveaux objectifs et/ou de nouveaux moyens de réaliser ses objectifs.

Pourquoi le terme de prospérité? On pourrait tout aussi bien, pour fonder la nouvelle interprétation dont notre temps a besoin, mobiliser le terme de progrès ou de richesse et mettre en évidence pourquoi il nous faut désormais nous défaire des interprétations de ces notions en vigueur durant ces derniers siècles pour en promouvoir de nouvelles. Car les trois termes sont redevables de la même histoire conceptuelle: les termes de progrès, de richesse et de prospérité, qui peuvent désigner l'état d'une personne ou d'un groupe plus ou moins nombreux (donc d'une société ou d'un État) ont été considérés, au cours des derniers siècles, d'abord comme des résultats du développement économique puis assimilés, voire identifiés à celui-ci. Au point qu'aujourd'hui, c'est un lieu commun de considérer qu'une société riche, en progrès, prospère, est principalement une société qui a un fort taux de croissance. La prospérité est devenue synonyme de hauts niveaux de consommation, d'accumulation des biens matériels possédés, d'augmentation du pouvoir d'achat, d'intensité des échanges économiques. En France, les Trente Glorieuses ont été vécues comme une période particulièrement « prospère » parce que les niveaux de vie moyens et la consommation ont alors augmenté continûment. Le produit intérieur brut (PIB), dans son double versant d'indicateur de consommation et de production, est devenu, notamment au cours des cinquante dernières années, le symbole de la prospérité, de la richesse, du progrès, en un mot de la réussite d'une société.

C'est avec cette interprétation de la prospérité comme abondance de biens matériels que le livre récent

du rapporteur de la Commission sur le développement soutenable, issu des travaux engagés dans le projet « Redéfinir la prospérité », vise à rompre. C'est ainsi que dans *Prospérité sans croissance*, Tim Jackson indique – en se recommandant des travaux de Sen – qu'il nous faut abandonner deux des significations les plus usitées du terme de prospérité (la prospérité comme opulence – celle-ci faisant référence à la disponibilité immédiate et au flux régulier de produits de base – et la prospérité comme utilité, au sens de la satisfaction fournie par ces produits) pour ne retenir que la prospérité comme « capacités d'épanouissement » et même, précise Jackson, comme « capacités limitées » à vivre bien à l'intérieur de certaines limites précisément définies (Jackson, 2010). Ce faisant, ce raisonnement nous permet de quitter le domaine des moyens (la croissance) pour mettre en discussion les fins : la prospérité. Mais une fois dans le domaine des fins, on voit bien que seule une nouvelle interprétation de ce terme peut légitimer un changement de modèle de développement et même de paradigme : si ce que les humains et les sociétés recherchent, c'est la prospérité (autre mot pour le « bien-vivre ») et si la prospérité consiste non pas dans l'abondance de biens matériels, mais dans la possession, l'exercice ou la jouissance d'autres types de biens, d'activités ou de modalités d'existence, alors il redevient possible d'avoir un débat sur le meilleur moyen d'accéder aux fins. C'est bien ce à quoi se sont employés, ces dernières années, non seulement la Commission sur le développement soutenable animée par Tim Jackson,

ainsi que le groupe animé par Isabelle Cassiers, mais aussi de nombreux autres groupes de réflexion, ONG, universitaires, *think tanks* divers, au nombre desquels on compte par exemple en France le Forum pour d'autres indicateurs de richesse, qui s'est appuyé notamment sur les travaux développés à partir de la fin des années 1990 sur la question de la définition de la richesse (Méda, 1999; Viveret, 2003; Gadrey, Jany-Catrice, 2005...) pour remettre en cause l'usage du seul PIB et la référence au seul développement économique comme instrument d'évaluation des performances d'une société. Si la prospérité ne consiste pas, pour un individu ou une société, à avoir toujours plus, mais, comme le proposent Jackson et plus généralement les tenants de la pensée d'Amartya Sen, à vivre bien, alors il est sans doute possible de rompre avec la nécessité de taux de croissance toujours plus élevés, et donc d'obtenir de la prospérité sans croissance.

Il nous faut prendre la mesure de la rupture qui nous est ainsi proposée: c'est avec tout ce que le XVIII<sup>e</sup> siècle a promu, notamment l'élection de l'économie comme science reine et de l'abondance comme principal objectif social, qu'un tel propos nous invite à rompre. Rappelons d'un mot en effet qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle – et l'ouvrage de Smith, *Les Recherches sur les causes de la richesse des Nations*, le montre au mieux –, c'est une configuration radicalement inédite qui s'est mise en place, au centre de laquelle l'abondance et la recherche de l'abondance par les individus et les sociétés ont joué un rôle central: dans le monde nouveau que décrit Adam Smith, des

individus libres de vendre leur capacité de travail sont arc-boutés vers la recherche de l'abondance, contribuent à l'augmentation de la production, et en retirent, grâce à leur travail, une rétribution qui peut donc être exactement calculée (grâce aux propriétés du travail, infiniment divisible; voir notamment Méda, 2010). Cette mécanique étendue à l'ensemble de la société permet non seulement d'amener l'opulence « jusqu'aux dernières classes du peuple », mais aussi et comme par surcroît, de garantir la civilité et surtout la stabilité de l'ordre social. L'ordre économique qui se met en place, calculable, prévisible, stable et fondé sur les capacités et l'échange des biens, est ce qui permet de tenir à distance un autre type d'ordre qui aurait été possible : un ordre fondé sur la parole, le débat, la délibération. Un ordre sans doute infiniment plus « démocratique », mais sans doute aussi plus risqué, toujours susceptible de dériver, d'aboutir à du désaccord, du conflit, de la violence. Cet ordre économique, plus stable et qui a finalement prévalu, soutenu par la révolution industrielle et le développement du capitalisme, présente l'inconvénient d'exiger, pour subsister, une augmentation indéfinie de la production et de la consommation. Il met au centre de son principe la recherche de l'abondance – bien évidemment jamais atteinte, puisque les besoins humains sont par nature, nous dit-on, infinis – donc une augmentation indéfinie de la production. Si l'abondance de biens et services produits et consommés est au cœur de l'ordre social, cela signifie qu'il est nécessaire qu'il existe de toute éternité de nouveaux besoins à satisfaire, de manière à ce que de

nouveaux biens et services puissent être fabriqués et faire l'objet d'un échange. De la même manière que les valeurs et l'éthique du travail – qui se trouvaient, selon Weber, à l'origine du capitalisme – ont disparu sans que disparaisse le capitalisme lui-même – qui n'avait plus besoin de ses soutiens originels –, ce n'est plus pour « soutenir » le lien social que nous continuons aujourd'hui de désirer plus que tout la croissance. La raison véritable a été oubliée et il ne nous reste que cette injonction à croître indéfiniment sous peine de voir nos sociétés s'effondrer. Rompre avec cette exigence de produire toujours plus et consommer toujours plus, rompre avec ce qui n'a été à l'origine qu'un moyen en vue d'une autre fin, c'est donc être capable de sortir de la configuration élaborée au XVIII<sup>e</sup> siècle, et de la nécessité de produire et consommer toujours plus.

Mais après tout, au nom de quoi devons-nous rompre avec cette configuration ? Tim Jackson donne deux raisons principales, toutes deux invoquées depuis longtemps par ceux qui ont travaillé sur ces questions. D'abord, la destruction des ressources naturelles et des conditions d'habitabilité du monde qu'a entraînée, durant ces deux derniers siècles et surtout ces cinquante dernières années dans le monde occidental, le rythme de la croissance. C'est déjà ce que les Meadows dénonçaient en 1970. Ensuite, le fait que l'abondance de biens matériels ne conduit pas nécessairement – et surtout pas au-delà d'un certain niveau de revenu – à des niveaux de bien-être subjectifs déclarés plus élevés. Mais cette question est sujette à débat. On pourrait aussi invoquer

un troisième élément qu'évoque peu Jackson et sur lequel le présent ouvrage revient : le sens que peut avoir, du point de vue des individus enfermés dans ce que Max Weber appelle la « cage d'airain », ce processus sans fin, qu'il s'agisse du temps consacré à produire les biens et services ou de la qualité du travail mis en œuvre et donc des usages alternatifs du temps humain qui pourraient être développés. Car on oublie que le travail, qui permet la fabrication de ces biens et services, peut tout à fait avoir perdu son sens, à mesure que les pressions qui s'exercent sur lui de l'extérieur se renforcent et qu'il existe d'autres usages du temps humain extrêmement importants, également générateurs de satisfactions et de bien-être collectif. Il en va ainsi du temps consacré à la délibération publique, au soin d'autrui, à l'entretien de soi, à l'éducation des enfants, donc des activités politiques, amicales, amoureuses, parentales, de libre développement de soi..., qui ne consistent pas à transformer le monde en produisant et en mettant en forme pour la vente, mais plutôt à entretenir, soigner, apporter de l'attention, transformer sans nécessairement faire changer de forme ou d'usage ou apporter sur un marché et que l'on pourrait rassembler sous le terme de « culture » ou de « *care* », qui désignent un type d'approfondissement ou de développement sans doute plus respectueux de l'existant et moins agressif.

Tim Jackson propose, à la suite de beaucoup d'autres travaux menés au cours du dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle, et à l'instar d'un certain nombre d'auteurs du présent ouvrage, de rompre avec la volonté d'avoir toujours plus

– toujours plus de biens et de services ou toujours plus de cet équivalent général, la monnaie, qui nous permet l’acquisition de ceux-ci –, d’adopter comme objectif une prospérité définie comme «capacités d’épanouissement», de préférer les relations à la possession de biens, ce qui nous permettrait de moins consommer et de plus investir dans les nouvelles technologies et sources d’énergie dont nous avons désormais absolument besoin. Soulignons qu’un tel plaidoyer s’adresse bien sûr principalement aux ressortissants des pays développés. Ce faisant, Jackson fait l’éloge, à la manière du livre de Jeremy Rifkin, *La Fin du travail* (1996), mais aussi de nombreux courants de pensée actuels, d’une réduction de la place que la consommation occupe dans nos vies, du développement de la frugalité et de la sobriété – qu’il dépeint comme des conduites non pas douloureuses ou inconfortables, mais au contraire génératrices de plus grandes satisfactions – et d’un basculement (ou d’un rééquilibrage) des occupations humaines du domaine des relations entre hommes et choses vers celui des relations entre les hommes. Si l’on se souvient bien du livre majeur de Louis Dumont, *Homo æqualis* (1977), il s’agit ni plus ni moins d’une simple inversion de ce qui s’est, selon cet auteur, passé au XVIII<sup>e</sup> siècle : la sortie de ce qu’il nomme «la dépendance hommes-hommes» au profit de la relation hommes-choses. Ceci confirme, si besoin en était, que Jackson, et plus généralement toute une série de courants de pensée à l’œuvre depuis le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle – dans lequel je m’inscris personnellement – ne propose rien moins qu’une

rupture radicale avec le basculement qui s'est opéré au XVIII<sup>e</sup> siècle, rupture qui prend la forme d'une relativisation de la croissance économique et de la consommation, et d'un abandon de la transformation du monde érigée en objectif et principe de développement de nos sociétés. Cet intérêt plus grand porté aux relations entre les hommes s'accompagnerait d'un transfert de nos énergies utopiques de la sphère de la production et de la consommation vers la sphère des relations.

Louis Dumont avait attiré l'attention sur les dangers, à ses yeux, d'une telle rupture : il y voyait un risque de rechute dans ce que les relations hommes-hommes peuvent avoir de périlleux, voire de totalitaire, lorsqu'elles ne sont pas canalisées ou détournées par le rapport aux choses. « Les faits que nous avons devant nous sont suffisamment lourds, écrivait-il, pour justifier une réflexion. Ils montrent que jusqu'ici, l'alternative entre la richesse comme fin et des formes forcées, pathologiques de subordination est notre lot. C'est ici, selon toute vraisemblance, que se noue le drame du totalitarisme. C'est ici en particulier que les doctrinaires généreux qui ont prétendu nous tirer de "l'individualisme" possessif font figure d'"apprentis-sorciers" (Dumont, 1977 : 134). J'ai tenté dans *Qu'est-ce que la richesse ?* (Méda, 1999) de rappeler pourquoi cette crainte de Louis Dumont semblait exagérée. Mais nous devons néanmoins accorder toute notre attention à ce fait : proposer une relativisation de la croissance, de la consommation (et certainement, même si Jackson s'y attarde peu), des revenus, ne pourra pas se faire facilement. Ce n'est pas seulement

une politique convaincante de partage du travail qu'il faudrait mettre en place pour nous arracher à la configuration mise en place au XVIII<sup>e</sup> siècle, et pour substituer à la religion de la croissance la promotion d'un état stationnaire, c'est aussi et surtout une organisation sociale radicalement différente, qui ne ferait pas de la consommation la seule façon de se distinguer et d'avoir une identité, qui permettrait aux individus de participer activement à la société non seulement par le travail, mais également par une citoyenneté active, qui mettrait la délibération publique, la discussion sur les biens communs et leur gestion, la détermination des conditions de vie commune au cœur des préoccupations des citoyens et au centre de leur existence individuelle et sociale.

Cette nouvelle configuration ressemble furieusement au monde d'avant Benjamin Constant, et se réfère plus qu'à toute autre aux valeurs promues notamment par les Grecs : la mesure, le juste milieu, la limite, le refus de l'*hybris* (la démesure), de l'incapacité à se contrôler, la supériorité de l'immobile sur le mobile, du fixe sur le fluant, de la contemplation sur l'action... Elle invite à mettre au cœur des préoccupations, mais aussi des usages du temps des citoyens, l'intérêt et l'action, voire la passion pour le collectif, la chose publique, la qualité du travail bien fait, la délibération. Elle invite à s'intéresser plus à la pratique et à la jouissance que procure l'exercice des activités qu'à leur produit : la vie est action, non production, disait Aristote. C'est pour ne pas y avoir pris garde et avoir installé une réduction du temps de travail sans avoir pris en considération la revalorisation

des autres temps et des autres activités qu'elle impliquait que l'expérience française de réduction du temps de travail a connu les limites que l'on sait. C'est ce monde et ces valeurs qu'Hannah Arendt désespérait de voir disparus dans notre monde moderne. L'intérêt pour l'action, la pratique, l'entretien de soi, la capacité à se réfréner, la durabilité des choses..., autant de valeurs «antiques» nécessaires pour mettre en œuvre le programme que Tim Jackson, Isabelle Cassiers et d'autres nous proposent et qui semble inévitable. Pouvons-nous les acclimater au sein du monde moderne? Est-il possible de «choisir» parmi les valeurs et les modes de vie prônés notamment par les philosophes grecs, uniquement ceux qui seraient compatibles avec les nôtres, en abandonnant les autres, sur lesquels reposait la belle démocratie grecque, comme l'esclavage et la sélection d'un nombre très restreint de citoyens libres autorisés à participer à la délibération publique? Est-il possible de renouer avec de telles valeurs après tant de siècles pendant lesquels elles ont été systématiquement remises en cause? Pouvons-nous les acclimater à nouveau au cœur d'un monde qui conserverait les meilleurs apports de la modernité? Sommes-nous capables d'inventer, pour accompagner cette prospérité sans croissance, une organisation politique et sociale et une conception de l'être humain radicalement différentes de celles qu'a forgées le XVIII<sup>e</sup> siècle? C'est à mon sens l'occasion unique que nous offrent la crise actuelle et surtout la prise de conscience à laquelle la crise écologique nous conduit: nous ne pouvons pas continuer ainsi, mais les efforts qui

sont exigés de nous, comme individus et comme collectif, nécessitent une refondation radicale de notre organisation, de nos valeurs, de nos modes de gouvernement. C'est à mon sens tout l'intérêt du présent ouvrage que d'apporter une contribution essentielle à cette question.

## Bibliographie

- Arendt Hannah (1983), *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, Pocket Agora, Paris.
- Cassiers Isabelle (2006), «La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils?», *Regards économique*, n° 38, mars.
- Dumont Louis (1977), *Homo æqualis*, Gallimard, Paris.
- Gadrey Jean, Jany-Catrice Florence (2005), *Les Nouveaux Indicateurs de richesse*, La Découverte, Paris.
- Jackson Tim (2010), *Prosperité sans croissance*, De Boeck/Étopia, Bruxelles.
- Méda Dominique (1999), *Qu'est-ce que la richesse?*, Aubier, rééd. Flammarion, Paris.
- Méda Dominique (2010), *Le Travail. Une valeur en voie de disparition?* Aubier, rééd. Champs Essais, Paris.
- Rifkin Jeremy (1996), *La Fin du travail*, La Découverte, Paris.
- Smith Adam (1991), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse*, GF-Flammarion, Paris.
- Vielle Pascale, Pochet Philippe, Cassiers Isabelle (2005), *L'État social actif: vers un changement de paradigme?*, PIE-Peter Lang.
- Viveret Patrick (2003), *Reconsidérer la richesse*, l'Aube, La Tour d'Aigues.



## Introduction

Isabelle Cassiers\*

Qu'est-ce que la prospérité? Dans le langage courant, le terme est équivoque et c'est précisément cela qui le rend intéressant. Les définitions qu'en donnent les dictionnaires oscillent entre deux registres: celui de l'être et celui de l'avoir. La prospérité désigne d'une part un *état heureux* et renvoie par cela aux notions de bien-être, de bonheur, de félicité, voire de béatitude. Cette première définition évoque une disposition de l'être, un accomplissement dans l'instant. Son contraire est l'infortune ou le malheur. La prospérité désigne aussi *l'augmentation des richesses*, la marche vers l'abondance, vers l'opulence, la réussite, et renvoie alors aux activités économiques et à leur essor, expansion, succès, progrès. Cette deuxième définition évoque davantage une frénésie de l'avoir et de son accroissement. Son contraire, indique le *Petit Robert*, est la crise, la dépression, le marasme ou la ruine. Les encyclopédies précisent qu'il y a quelques siècles, seul le premier sens du concept avait cours.

---

\* Professeur à l'université de Louvain/FNRS.

Le côtoïement de ces deux ordres de définition pose question. Prospérité vient du latin *prosperus*: conforme ou favorable aux espérances, aux attentes. Notre projection continuelle, depuis des décennies ou peut-être des siècles, vers l'accumulation de richesses, aurait-elle fait perdre de vue les attentes et les aspirations inscrites dans le registre de l'être? L'écrasement de la première définition par la deuxième au fil du temps serait-il à l'origine des difficultés dans lesquelles notre civilisation se trouve aujourd'hui? Qu'on ait pu assimiler «l'état heureux» à «l'augmentation des richesses» pourrait être une clé de compréhension de la crise multiforme que nous traversons. Celle-ci n'a fait qu'accentuer une prise de conscience qui se développe depuis quelques années sur les points suivants: l'orientation prise par nos systèmes sociaux comporte de nombreux problèmes et défis; ceux-ci se manifestent dans des domaines très divers; leurs racines s'inscrivent tant dans des pratiques que dans des modes de pensée; ces problèmes ne pourront être dépassés s'ils ne sont appréhendés dans leur globalité.

Les maux dont le XXI<sup>e</sup> siècle est déjà affublé sont considérables. Le changement climatique, la ponction trop lourde sur les ressources naturelles, l'extinction des espèces constituent des remises en cause radicales de notre modèle de développement. L'ampleur des inégalités et l'étendue de la pauvreté nous rappellent que l'accumulation de richesses ne résout pas le problème de leur répartition. Dans les catégories de population privilégiées, la question du sens taraboude: où va-t-on? L'aisance matérielle rend-elle heureux? Fait-il bon

vivre dans nos villes, dans nos lieux de travail, dans nos foyers? D'où vient le sentiment diffus de mal-être qui fait mentir les promesses de l'abondance? Une société tout entière tendue vers le progrès matériel, l'efficacité et le rendement financier ne provoque-t-elle pas des effets délétères sur l'épanouissement de l'être? Pour la plupart, ces questions ne sont pas neuves, mais elles prennent aujourd'hui une tournure inédite du fait de leur exacerbation, de l'urgence de certaines d'entre elles, de la mondialisation qui les rend universelles, de l'échec patent des agissements traditionnels qui ne peuvent leur offrir de réponse satisfaisante. En ce sens, redéfinir la prospérité – c'est-à-dire se pencher à nouveau sur ce qui constitue un « état heureux » et agir en conséquence – est une tâche urgente, essentielle et complexe.

Telles sont les questions qui ont donné naissance à cet ouvrage. Une vingtaine de chercheurs, issus de diverses disciplines – philosophie, économie, histoire économique, sociologie, sciences politiques, droit, sciences de l'environnement, agronomie, biologie, médecine – principalement mais non exclusivement universitaires, ont voulu s'écouter, dialoguer, confronter leurs interrogations et leurs savoirs, se donner ensemble le droit de remises en question radicales, et ont accepté de se fixer à cette fin un rendez-vous mensuel. Les premières rencontres datent de 2006, année encore inscrite dans une forme de *business as usual*. Désigner le capitalisme comme éventuel responsable des maux dont on dressait la liste faisait encore l'effet d'un discours de catacombes. Deux ans plus tard, le déclenchement d'une des crises

les plus sévères que le système ait connues depuis ses origines faisait émerger mille questions quant au caractère désirable de celui-ci ou à la possibilité d'imaginer son dépassement.

Notre première tâche fut de débroussailler les concepts. Fallait-il traiter du bonheur, du bien-être, du progrès, de la qualité de vie, de la vie bonne ou juste? Longue tâche, à vrai dire, car chaque discipline apporte, avec ses concepts propres, des cohortes de raisonnements qui interpellent les autres champs ou méthodes disciplinaires. Au terme de cette confrontation, le choix du concept de prospérité (mis en débat et médiatisé dès 2003 par Tim Jackson, auteur d'un rapport pour la Sustainable Development Commission du Royaume-Uni intitulé *Redefining Prosperity*) fut confirmé, pour deux raisons. Premièrement pour son ouverture, son caractère équivoque souligné ci-dessus, et ensuite parce qu'il se prête à désigner un fait de société, au contraire des concepts de bien-être ou de bonheur qui s'inscrivent davantage dans le registre de l'individu. Or les excès d'une perspective individualiste, tant dans les comportements que dans l'axiomatique de certaines théories, nous apparaissaient comme une des causes possibles des maux contemporains.

Convoquer plusieurs disciplines semblait indispensable pour comprendre les origines philosophiques et historiques de la définition de la prospérité qui fut implicitement la nôtre pendant trois siècles et s'est imposée plus largement au cours des soixante dernières années. Puis pour tenter d'identifier les processus complexes

dont les problèmes actuels sont issus; d'élucider les interactions entre les différentes dimensions d'une crise écologique, sociale, alimentaire, économique, politique et culturelle; de comprendre pourquoi un demi-siècle de croissance économique n'a ni accru la satisfaction de vie en Occident ni vaincu la misère du monde. Enfin pour suggérer des issues, des voies à explorer pour que notre développement aille à la rencontre des valeurs fondamentales exprimées par les populations; proposer des révisions de nos modes de vie, de nos comportements, de l'organisation de la société et de l'action publique, qui puissent répondre, d'une manière équitable, à nos aspirations les plus profondes.

En effet, il nous semblait important de dépasser la seule dénonciation des maux, même s'il ne fait aucun doute que l'analyse de leur origine reste un point de passage obligé. Bien avant le retournement de conjoncture de 2008, nous pensions reconnaître, dans l'aspiration à « autre chose » exprimée par une fraction croissante de la population et dans l'émergence de pratiques alternatives, les prémices d'un tournant historique. La crise a renforcé la légitimité de l'une et de l'autre. Le rôle du chercheur serait-il de rendre intelligibles ces bribes de changement, de donner à voir la cohérence globale susceptible d'unifier et de renforcer à long terme des réflexions et des expériences tout d'abord marginales et locales ?

Travaillant ces matières, il nous a semblé essentiel de reconnaître notre posture engagée, ou plus exactement la posture *inévitablement engagée* de tout chercheur

s'attelant à un sujet tel que la prospérité. Selon nous, il n'y a pas en la matière de scientifique ou d'expert « neutre ». Le chercheur approche le sujet à travers le prisme de ses convictions, de son héritage culturel, de ses postulats, et il importe à nos yeux que ce prisme soit révélé. Rien de plus dommageable que des *experts* qui ne prennent pas conscience de l'irréductible composante normative de leur analyse. Ils usurpent la part de l'Autre en projetant sur lui, sans le dire, leurs propres choix. Ayant assumé l'absence de neutralité du chercheur, et partageant des valeurs à nos yeux fondamentales, nous avons pu entendre et laisser vivre nos divergences sur divers points. Il en résulte que chaque chapitre de cet ouvrage est le fruit d'une fécondation réciproque mais peut comporter des positions que d'autres auteurs du même volume ne partagent pas. Les convergences sont toutefois suffisantes pour que chacun se reconnaisse dans les conclusions générales.

Les matières traitées dans ce livre découlent de notre mode de fonctionnement : elles n'ont pas été choisies sur base d'un inventaire abstrait ; elles résultent plutôt des compétences propres des chercheurs qui ont bien voulu s'engager dans une discussion régulière sur base de leur proximité géographique. L'ordre dans lequel les chapitres sont présentés comporte une part d'arbitraire, puisque chaque auteur, dans son domaine propre, aborde la question de la prospérité dès ses principes et tente de la conduire jusqu'à l'examen des perspectives de changement. Nous y trouvons néanmoins un fil directeur que le lecteur pourra choisir ou non de suivre.

Les trois premiers chapitres insistent sur les fondements d'une définition de la prospérité et sur la manière dont elle prend racine. Dominique Méda propose une genèse de l'identification de la prospérité à l'abondance de biens matériels à partir de la légitimation de l'enrichissement individuel et collectif aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles; elle prolonge ensuite le parcours jusqu'à nos jours, jusqu'à l'examen des possibilités d'une prospérité sans croissance. Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry rappellent le caractère historiquement situé des conventions comptables dont le produit intérieur brut est issu et l'impossible maintien d'un compromis social sur un objectif de croissance économique; elles exposent ensuite les enjeux d'une vaste réflexion en cours sur d'autres indicateurs de prospérité. Stéphane Leyens explore le caractère intrinsèquement normatif du concept de prospérité. Vu la diversité d'un monde globalisé, peut-on raisonnablement espérer redéfinir celle-ci en répondant aux systèmes de valeurs des uns et des autres? Dans le sillage d'Amartya Sen, il pose quelques jalons pour (re)penser une définition interculturelle de la prospérité.

Dans les quatre chapitres suivants, le thème de la prospérité est décliné selon des champs spécifiques, tous essentiels en regard de notre problématique: consommation, travail, alimentation, environnement. Jean De Munck investigate le consumérisme, considéré comme une forme de vie collectivement produite et reproduite, et interroge les liens entre les trois grandes lignes de sa critique: égalitarienne, culturelle et écologique.

La problématique centrale du travail est traitée par Thomas Périlleux et Julien Charles, qui se penchent sur «l'expérience du travail vivant». Ils proposent une interprétation des malaises sur le lieu de travail en termes de pathologies de l'engagement et examinent *a contrario* les conditions d'un travail prospère. Vient ensuite l'alimentation. Gaëtan Vanloqueren et Philippe Baret actent les impasses du modèle d'agriculture industrielle et démasquent les biais dans l'innovation, dont la diversité potentielle est bridée par des verrouillages technologiques. Enfin, la thématique de l'environnement est abordée par Tom Bauler et Edwin Zaccaï, sous deux angles principaux. Ils rappellent tout d'abord la coexistence de trois classes alternatives d'interprétation quant aux relations entre croissance économique et environnement. Ils se penchent ensuite sur la gouvernance environnementale, sur sa capacité de répondre aux problèmes identifiés dans ce champ et sur l'effet de levier qu'elle pourrait produire en faveur d'une redéfinition générale de la prospérité.

Une question névralgique émerge au fil des pages, et c'est explicitement à elle que s'attellent les deux derniers chapitres : celle des conditions politiques d'une redéfinition de la prospérité.

Laurent de Briey examine les causes d'une fragilisation de l'État, qui réduit le politique au modèle de la gouvernance. Il oppose à celui-ci une réaffirmation du sens du politique conçu comme pouvoir d'imagination d'une prospérité qui prenne en compte l'affirmation de valeurs promues collectivement. Christian

Arnsperger poursuit sur le thème de l'action collective et en explore d'autres pans, notamment celui de la transition. Comment organiser la pluralisation des modes de vie au sein même du système actuel ? Comment favoriser, parmi eux, ceux qui s'avèrent écologiquement et anthropologiquement soutenables ? Comment donner corps non pas au moule unique d'un capitalisme vert, mais à une galaxie de post-capitalismes ?

Les thèmes abordés dans cet ouvrage ont été tributaires, nous l'avons dit, des compétences propres des membres de notre groupe de recherche et ne prétendent nullement épuiser les nombreux registres d'une redéfinition de la prospérité. Nous sommes, à l'évidence, ancrés dans une « perspective Nord », privilégiant une approche de la question telle qu'elle se pose au sein des pays riches, où nous vivons, tout en sachant que la problématique est, aujourd'hui, par nature globale. La question « vue du Sud » mériterait sans conteste un deuxième volume. D'autres thèmes, évoqués à plusieurs reprises dans les contributions des auteurs, auraient certainement mérité un chapitre spécifique. On songe en particulier à la pauvreté et aux diverses formes d'inégalités, notamment celles de genre ; à l'organisation de la santé ; à la pression démographique et aux mouvements migratoires, et donc aux territoires ; au positionnement des acteurs, notamment celui des interlocuteurs sociaux ; à la place des marchés et opérateurs financiers et à la manière dont ils limitent l'exercice d'un pouvoir démocratique ; au rôle des médias, à leur fonction émancipatrice ou à leur responsabilité dans la confusion entre désirs et besoins ;

à l'éducation, à la culture et aux risques d'un formatage de la pensée. Puissent ces silences ou demi-silences (car toutes ces questions apparaissent bien entre les lignes de l'ouvrage) être compris comme une invitation à poursuivre et à étendre la réflexion.

Plusieurs de ces thèmes ont été explicitement abordés lors de nos séances de séminaire. Les discussions entre les auteurs ont été considérablement enrichies par la présence d'autres chercheurs ou acteurs de terrain, à qui nous souhaitons exprimer toute notre reconnaissance: Luc Denayer, Marie Monville, Céline Mouffe, Pierre Reman, Jean-Marie Wautelet et Pierre Firket, dont l'engagement initial et la présence fidèle ont structuré et orienté nos recherches; Michel Aglietta, Bruno Amable, Jean-Michel Bonvin, Paul-Marie Boulanger, Christian Comélieu, Philippe De Villé, Florence Degavre, Anne-Laurence Lefin, Charlotte Luycks, Bernard Swartenbroekx, Philippe Pochet et Pascale Vielle, dont les interventions ponctuelles ont nourri nos réflexions. Notre gratitude s'exprime aussi à l'égard de Géraldine Thiry, Maïté le Polain et Antoine Piret pour les précieux comptes-rendus de séminaires qui ont facilité l'élaboration d'une réflexion commune. Merci également au Fonds national belge de la recherche scientifique pour le statut de groupe de contact qu'il nous a accordé en son sein.

À l'heure où s'achève le manuscrit de cet ouvrage, une reconnaissance toute particulière s'adresse à Anne-Françoise Bray et Anne-Hélène Pilon, secrétaires de rédaction, qui ont, avec une infinie patience, relu les textes

ligne par ligne et les ont préparés pour l'édition, ainsi qu'à Pierre Reman (UCL-FOPES) qui a rendu possible ce travail de finition. Enfin, que toutes celles et ceux qui, dans l'ombre, par leur présence, leurs paroles ou leurs actions, ont inspiré et soutenu les quinze auteurs de ce livre trouvent ici l'expression d'un très chaleureux « merci! ».